

**Ukraine - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 02 février 2017)

Monsieur le Président,

La France condamne fermement la reprise de combats ces derniers jours dans l'Est de l'Ukraine, et notamment à Avdiivka. Il s'agit du plus grave regain de violence et du plus fort rythme de violations du cessez-le-feu constatés ces derniers mois. Ces violences s'accompagnent d'une recrudescence du nombre de victimes, notamment civiles, ainsi que d'une forte dégradation de la situation humanitaire, qui sont autant de graves sources de préoccupation. Force est par ailleurs de constater que la situation ne s'est pas améliorée, ni sur le plan sécuritaire, ni sur le plan humanitaire, depuis les consultations que nous avons eues sur le sujet il y a maintenant deux jours. Le Conseil avait pourtant unanimement appelé à la restauration immédiate du cessez-le-feu.

Dans ce contexte, la France appelle l'ensemble des parties à la retenue et soutient l'appel du groupe de contact trilatéral à la restauration immédiate du cessez-le-feu selon les modalités définies par les accords de Minsk, en ce qui concerne notamment l'interdiction d'usage d'armes lourdes et leur retrait. Le désengagement des forces de part et d'autre de la ligne de contact doit également être mis en oeuvre sans délai. Nous attendons de chacune des parties qu'elles s'abstiennent de toute provocation susceptible d'aggraver encore la situation. Nous appelons également la Russie à user de son influence auprès des séparatistes.

Le travail de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en soutien au maintien du cessez-le-feu et à la désescalade est essentiel. Nous appelons toutes les parties sur le terrain à garantir l'accès et la sécurité des observateurs de l'OSCE à Avdiivka ainsi que dans l'ensemble des zones du conflit, comme le prévoit le mandat de la mission.

La situation humanitaire nous préoccupe tout particulièrement, alors que la population civile fait face à des conditions climatiques extrêmes dans un contexte de rupture de l'approvisionnement en eau et en électricité dans plusieurs localités, dont notamment Avdiivka. Nous exhortons les parties à agir le plus rapidement possible pour améliorer les conditions de subsistance des populations civiles sur place. Le respect sans délai de fenêtres de silence est indispensable pour permettre la réparation des infrastructures essentielles dans les zones touchées par les combats et pour soulager les populations. Il s'agit pour nous d'un point impératif. La crise actuelle rappelle en outre l'importance cruciale d'une présence pérenne des agences humanitaires sur l'ensemble du territoire ukrainien, y compris dans les zones qui échappent au contrôle du gouvernement.

Monsieur le Président, face à ce nouveau regain de violences, la France rappelle que la solution à la crise en Ukraine ne saurait être militaire, mais doit être politique. C'est pourquoi la mise en oeuvre des accords de Minsk demeure plus que jamais la seule voie possible pour une résolution pacifique du conflit. La France et l'Allemagne restent pleinement engagées dans leurs efforts diplomatiques dans le cadre du format Normandie. Même si nous mesurons l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir et les défis à surmonter, nous sommes convaincus que le travail dans ce format, le seul à réunir l'Ukraine et la Russie autour d'une même table au niveau politique, est nécessaire et doit être poursuivi. Le travail en format Normandie aura notamment permis au cours des derniers mois de limiter l'intensité des combats et le nombre de pertes humaines sur le terrain ainsi que de mettre en oeuvre des mesures de confiance dans le domaine sécuritaire et humanitaire, qu'il s'agisse du rétablissement du cessez-le-feu, de la mise en oeuvre de zones de désengagement ou encore de la conclusion d'échanges de prisonniers. En dépit de la poursuite des combats, le nombre de victimes civiles reste six fois moins élevé depuis la signature du Paquet de Minsk, selon l'estimation des agences de l'ONU.

Nos efforts se concentrent actuellement sur l'élaboration d'une feuille de route commune devant permettre des avancées concomitantes sur les volets sécuritaire et politique des accords de Minsk. En effet, nous ne pourrons avancer qu'en ne marchant sur ces deux jambes. Notre conviction commune, avec l'Allemagne, est qu'il s'agit aujourd'hui du seul moyen d'aller de l'avant et que les sanctions européennes mises en place au début de la crise sont liées à la mise en oeuvre intégrale des accords de Minsk.

Monsieur Le Président, la résolution de la crise à l'est de l'Ukraine demeure plus que jamais pour la France un objectif de tout premier plan. Nous poursuivrons inlassablement, aux côtés de l'Allemagne, nos efforts de médiation dans le cadre du format «Normandie», car il n'existe aujourd'hui pas de solution alternative viable et car chaque résultat obtenu sur le terrain compte. Notre but reste le rétablissement du contrôle de l'Ukraine sur l'ensemble de ses frontières internationalement reconnues, ce qui passe également, nous le rappelons, par le rétablissement de son autorité sur la Crimée.

Monsieur le Président, dans ce contexte difficile, chacun doit aujourd'hui faire preuve de responsabilité et mettre en oeuvre ces engagements. C'est à nos yeux, le message principal que doit envoyer notre Conseil et c'est l'esprit dans lequel nous sommes prêts à examiner tout projet de déclaration présidentielle susceptible de recueillir l'accord de ce Conseil.

Je vous remercie./.